

Audience publique du 18 décembre 2008

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 24549 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 30 juin 2008 par Maître Nicky Stoffel, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à Podgorica (Monténégro), de nationalité monténégrine, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 5 mars 2008 ayant rejeté sa demande en obtention du statut de tolérance, ainsi que d'une décision confirmative de refus du même ministre du 2 avril 2008, prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 26 août 2008 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Monsieur le délégué du gouvernement Guy Schleder en sa plaidoirie.

En date du 7 avril 2003, Monsieur ... introduisit une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971. Cette demande fut rejetée par une décision du ministre de la Justice du 16 juillet 2004, confirmée, sur recours gracieux, par une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après dénommé le « ministre », du 22 septembre 2004.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... à l'encontre de ces décisions ministérielles fut rejeté par jugement du tribunal administratif du 27 avril 2005 (n° 18772 du rôle), confirmé sur appel par un arrêt de la Cour administrative du 13 octobre 2005 (n° 19866C du rôle).

Par courrier de son mandataire du 2 mai 2006, Monsieur ... formula une demande en obtention d'une autorisation de séjour, sinon d'un statut de tolérance. Cette demande fut rejetée en ses deux volets par une décision du ministre du 5 mai 2006.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... à l'encontre de la décision ministérielle précitée du 5 mai 2006 fut rejeté par jugement du tribunal administratif du 11 décembre 2006 (n° 21792 du rôle), confirmé sur appel par un arrêt de la Cour administrative du 13 mars 2007 (n° 22412C du rôle).

Par courrier de son mandataire du 3 décembre 2007, rectifié par un courrier du 12 décembre 2007, Monsieur ..., estimant ne pas pouvoir retourner actuellement dans son pays d'origine, sollicita un réexamen de sa situation en vue de l'octroi d'un statut de tolérance sur base de l'article 22 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, tout en joignant à sa demande de nouvelles pièces avec leur traduction.

Par décision du 5 mars 2008, le ministre refusa de faire droit à cette demande pour les motifs suivants :

« J'ai l'honneur de me référer à votre courrier du 12 décembre 2007 dans lequel vous sollicitez le statut de tolérance pour votre mandant Monsieur

Il y a tout d'abord lieu de constater qu'une première demande en obtention d'un statut de tolérance a été refusée par décision ministérielle du 5 mai 2006, confirmée par arrêt de la Cour Administrative du 13 mars 2007.

Malgré les nouvelles pièces apportées dans votre courrier, je suis toutefois au regret de vous informer que je ne suis pas en mesure de réserver une suite favorable à votre demande étant donné qu'il n'existe toujours pas de preuves que l'exécution matérielle de l'éloignement de votre mandant serait impossible en raison de circonstances de fait conformément à l'article 22 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, ces pièces ne changent rien à la situation de votre mandant.

La présente décision est susceptible d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente. (...) »

Suite à un recours gracieux introduit en date du 16 mars 2008 par le mandataire de Monsieur ..., le ministre prit une décision confirmative de refus en date du 2 avril 2008.

Par requête déposée le 30 juin 2008 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des prédites décisions ministérielles des 5 mars et 2 avril 2008.

Aucun recours au fond n'est prévu en la matière du statut de tolérance tel que prévu par l'article 22 de la loi précitée du 5 mai 2006, de sorte que le tribunal n'est pas compétent pour connaître du recours principal en réformation.

Le recours subsidiaire en annulation, par ailleurs introduit dans les formes et délai de la loi à l'encontre des décisions ministérielles déférées, est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur expose qu'il aurait été fonctionnaire au ministère de l'Intérieur monténégrin et plus particulièrement membre des services de

renseignements. Il aurait été chargé depuis 1995 de déchiffrer et de coder les messages secrets rédigés ou réceptionnés par de hautes personnalités parmi lesquelles auraient figuré des ministres. En janvier 2001, son supérieur hiérarchique lui aurait proposé un poste au service de surveillance du « *Centru SDB Podgorica* », un service « *ultra-secret* », dont la mission consisterait en la surveillance de personnes pouvant constituer une menace pour le régime en place. Ayant refusé ce poste, il aurait été mis en congé forcé et ses collègues auraient refusé de lui parler. Cette situation aurait causé un stress ayant nécessité un traitement médical. Il aurait en outre été surveillé et son téléphone aurait été sur écoute. Le 25 février 2002, le ministre de l'Intérieur lui aurait ordonné d'intégrer le service de surveillance des télécommunications, des médias et des élections, ayant pour mission d'écouter les conversations de personnalités monténégrines et étrangères. Cette activité totalement illégale l'aurait amené à s'opposer au régime en place. En décembre 2002, ses supérieurs hiérarchiques lui auraient formellement donné l'ordre de voter pour le représentant du DPS. Devant son refus, il aurait été démis de ses fonctions et fait l'objet d'énormes pressions et menaces.

En droit, le demandeur fait valoir que son refus de se soumettre aux « *exigences de service* » ayant entraîné son affectation dans un service procédant à des opérations illégales et l'exigence de voter pour le parti au pouvoir l'auraient exposé à des pressions et sanctions administratives inadmissibles pour lui et l'auraient finalement amené à quitter son pays d'origine. Il précise qu'il ne pourrait pas retourner dans son pays d'origine en raison de sa résistance face à une usurpation d'un service de renseignement au profit d'un parti au pouvoir et en raison de sa connaissance de secrets d'Etat menaçant la stabilité du régime politique mettant sa vie et celle de sa famille en danger. En outre, son départ du Monténégro sans autorisation préalable équivaldrait à une désertion impliquant de lourdes sanctions. Il conclut qu'il risquerait, en cas retour dans son pays d'origine, de subir des sanctions administratives et d'être condamné à des peines de prison disproportionnées de 30 ans pour agissements contre la sécurité d'Etat et la violation de secrets d'Etat, voire de subir de mauvais traitements et des tortures. Il risquerait même d'être éliminé en cas de retour au Monténégro au vu du régime actuellement en place et de la situation politique instable. Sur base de l'ensemble de ces faits, il estime partant qu'il existerait des circonstances de fait empêchant son éloignement vers le Monténégro.

Le représentant étatique soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé.

En vertu de l'article 22 de la loi modifiée du 5 mai 2006, précitée, l'étranger qui s'est vu refuser le statut de réfugié – et qui, par application des articles 19 et 20 de la même loi, est obligé de quitter le territoire – peut être toléré provisoirement sur le territoire si l'exécution matérielle de l'éloignement s'avère impossible en raison de circonstances de fait jusqu'au moment où ces circonstances de fait auront cessé.

Il s'agit d'une faculté du ministre que celui-ci peut exercer si l'exécution de la mesure d'éloignement, qui est de droit en cas de refus du statut de réfugié, est matériellement impossible.

Il s'ensuit que les circonstances de fait à la base d'une demande de protection internationale refusée ne sauraient justifier comme telles la présence tolérée de l'étranger sur le territoire luxembourgeois, alors que c'est précisément le refus du statut de réfugié qui emporte l'éloignement du territoire selon l'article 22.

Force est de constater qu'en l'espèce, le demandeur entend se prévaloir essentiellement des mêmes faits que ceux soumis au ministre compétent dans le cadre de l'examen de sa demande de reconnaissance d'un statut de réfugié dont il a été définitivement débouté par un arrêt de la Cour administrative du 13 octobre 2005.

Il échet également de relever que ces mêmes faits ont été soumis par le demandeur à l'appui de sa précédente demande en obtention d'un statut de tolérance, introduite le 2 mai 2006, et dont il a été définitivement débouté par un arrêt de la Cour administrative du 13 mars 2007.

Outre le fait que le caractère non fondé de sa demande de protection internationale revêt l'autorité de chose jugée et que le tribunal ne saurait se départir des conclusions retenues, force est de constater que le demandeur n'a pas fait état d'un quelconque obstacle qui rendrait impossible l'exécution matérielle de son éloignement du territoire. En effet, les craintes du demandeur de faire l'objet de persécutions ou d'atteintes graves en cas de retour au Monténégro, motifs définitivement écartés dans le cadre de la procédure contentieuse relative au refus de lui reconnaître le statut de réfugié, ainsi que les arguments ayant trait à la situation politique et sécuritaire au Monténégro, ne sauraient constituer un élément de nature à établir que son retour dans son pays d'origine se heurterait à une impossibilité d'exécution matérielle justifiant l'octroi du statut de tolérance dans son chef.

Il se dégage partant de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours formé par le demandeur est à rejeter comme n'étant pas fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le dit non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 18 décembre 2008 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

Legille

Schockweiler